

Front Syndical de Classe



Le Front Syndical de Classe est affilié à la FSM et membre du bureau de l'UIS



« Rien ne fait plus de mal aux travailleurs que la collaboration de classes. Elle les désarme dans la défense de leurs intérêts et provoque la division. La lutte de classes, au contraire, est la base de l'unité, son motif le plus puissant. C'est pour la mener avec succès en rassemblant l'ensemble des travailleurs que fut fondée la CGT. Or la lutte de classes n'est pas une invention, c'est un fait. Il ne suffit pas de la nier pour qu'elle cesse : renoncer à la mener équivaut pour la classe ouvrière à se livrer pieds et poings liés à l'exploitation et à l'écrasement. » H. Krasucki

www.frontsyndical-classe.org - frontsyndical.classe@laposte.net

Communiqué de presse du Front Syndical de Classe (16 avril 2016 à Marseille)

PRINTEMPS 2016

« La régression sociale et la criminalisation syndicale ne se négocient pas, elles se combattent » !

Le projet de contre réforme du code de travail, dite « loi du travail », présenté par le gouvernement Hollande, est un outil de destruction massive du droit social qui répond servilement aux injonctions de l'U.E et du MEDEF.

Contre cette destruction, la population excédée par les régressions sociales honteuses et sans limite imposées par le pouvoir, exprime sa colère.

Le rejet massif, indiqué par les instituts de sondage (plus de 70% !) pourtant aux ordres du grand patronat, est confirmé par une mobilisation de plusieurs semaines qui ne se dément pas ou par la pétition « loi travail non merci », signée par plus d'un million de personnes et suivie de nombreuses initiatives avec la jeunesse.

Cette colère a des racines objectives : voilà plus de 25 ans que les salariés constatent que les reculs sociaux se succèdent. Toutes les conquêtes sociales sont désossées.

A l'inverse, l'oligarchie, intégrée dans l'appareil d'Etat et l'Union Européenne, permet aux actionnaires de se gaver de subventions publiques et autres exonérations. Tout est détruit, l'industrie, l'agriculture familiale comme l'artisanat, l'appareil de production est mis à mal tandis que le grand capital délocalise à l'étranger à la recherche d'une main d'œuvre toujours moins chère et corvéable. Ici, les classes populaires sont condamnées à la dégradation continue de leurs conditions de vie et de travail. La souffrance se généralise et la crainte du lendemain devient la règle. Tout est passé à la moulinette euro-patronale, l'emploi, les salaires, les pensions, la santé, le logement, l'éducation, le transport... .

Le ras-le-bol de cette régression sans fin, de cette France des palais dorés et des beaux quartiers, qui planque son argent dans les paradis fiscaux et qui suinte de son mépris et de sa peur du peuple, de cette justice de classe qui condamne les syndicalistes, mais qui annule les procédures judiciaires contre les puissants... ce ras-le-bol est sensible dans tout le pays. Il est en train de se cristalliser à partir de l'attaque en règle

que constitue la mise à mort du code du travail.

La mobilisation de ce printemps 2016 est d'ores et déjà la plus importante de ces dernières années. Mais elle arrive à la croisée des chemins face à un pouvoir oligarchique qui ne renoncera que sous la contrainte.

En effet, l'échec du puissant mouvement contre la réforme des retraites en 2010 montre à la fois les limites d'une stratégie liée aux seuls mouvements de manifestations répétitifs et l'impasse du syndicalisme rassemblé avec la CFDT soumis aux règles de la Confédération Européenne des Syndicats, qui, elle, aujourd'hui, ne dit mot sur les attaques euro patronales !

La question posée est donc : faut-il poursuivre dans la voie des journées d'action à saute mouton, comme en 2010, jusqu'à l'épuisement des forces... ou passer à la construction d'une nouvelle étape de la mobilisation pour parvenir effectivement au retrait de la contre-réforme du marché du travail qui est fait pour palier **la crise du système capitaliste** et permettre **l'augmentation de son taux de profit** ?



La réponse paraît évidente : les journées d'action à répétition ne suffiront pas, tout comme le « *dialogue social* », à infléchir un rapport de force en cours. **Seule une mobilisation massive et durable peut y parvenir, avec comme objectif : bloquer la production !** C'est ce mot d'ordre qui doit être mis à l'ordre du jour. La mise en marche comme en 1936 ou en 1968, d'un immense mouvement social doit permettre de renforcer le rapport de force capital - travail et, dans un premier temps de récupérer tous nos acquis détruits ; dans un deuxième temps, d'acquérir des droits collectifs nouveaux

pour l'ensemble de la population !

- **contre le projet** de Loi Travail qui soumettrait totalement les salariés d'aujourd'hui et de demain,
- **Contre la criminalisation** des syndicalistes.

Pour gagner contre les régressions

en cours, contre ce pouvoir qui se moque du peuple, de la jeunesse, des privés emplois, qui bafoue la souveraineté populaire et condamne nos camarades de la CGT Goodyear à la prison, c'est un mouvement du **tous ensemble en même temps, comme en 1936** (2016, 80^{ème} anniversaire des congés payés !). Nous devons préparer, en faisant converger colère et revendications, en associant toutes les forces syndicales, associatives, politiques, citoyennes prêtes à se jeter dans la bataille.

C'est à ces conditions que nous pourrons commencer à avancer de nouveau sur la voie d'une société fraternelle, basée sur les besoins et les aspirations du peuple à vivre dignement et en Paix.

Face à la guerre de classes que nous mènent le grand patronat et ses alliés politiques, pas d'autre alternative que de nous inscrire, ensemble, clairement, dans **une lutte déterminée !**

Un tel mouvement ne se décrète pas, certes, mais sur le terrain, ça gronde et tout doit être fait pour en assurer le développement, en s'appuyant notamment sur les organisations syndicales et, en premier lieu, sur la plus importante d'entre elle : **la CGT, qui sera en congrès confédéral à Marseille à partir du 18 avril**. Ne pas vouloir regarder lucidement la situation actuelle serait suicidaire tant pour les travailleurs que pour la CGT. Sachant que se trouve en embuscade l'extrême droite, « étonnamment » silencieuse, mais que l'oligarchie ne manquera d'utiliser au service de ses intérêts.

A cet effet, comme le demandent de nombreuses organisations de base de la CGT, à l'image de l'UD CGT 31 et comme les travailleurs de Mayotte nous en donnent l'exemple, **le 51^{ème} congrès de la CGT** doit être saisi de la question de l'organisation de la **grève générale reconductible et du blocage de la production**, redonnant ainsi à la CGT autorité et capacité de mobilisation, comme au temps de « *la Grande Dame* ».

Pour un véritable printemps 2016, faisons monter ces mots d'ordre : « **Tous ensemble en même temps** » :